



Numéro PPQ/

vendredi 19 août 2016

Les grands titres:

- Journée de l'aide humanitaire : "Nous ne pouvons laisser, et ne laisserons, personne de côté", déclare Ban Ki-moon
- L'ONU a une responsabilité morale d'aider Haïti à surmonter l'épidémie de choléra, selon Ban Ki-moon
- Soudan du Sud : des centaines d'enfants recrutés par des groupes armés, selon l'UNICEF
- Turquie : des experts appellent à respecter les droits de l'homme malgré l'état d'urgence
- Nigéria : l'avancée des forces gouvernementales au nord révèle des besoins humanitaires énormes, selon le HCR
- Ethiopie : l'ONU demande une enquête indépendante sur des allégations de violations de droits de l'homme
- Somalie : le Conseil de sécurité réclame un processus électoral inclusif, transparent et crédible
- Syrie : l'Envoyé spécial se félicite de l'évacuation de personnes ayant besoin d'un traitement médical
- Thaïlande : l'ONU appelle à un retour rapide à un régime civil

Journée de l'aide humanitaire : "Nous ne pouvons laisser, et ne laisserons, personne de côté", déclare Ban Ki-moon



Après les affrontements de février 2016 à Malakal, au Soudan du Sud, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont rapidement mobilisé de l'aide. Photo OCHA/Charlotte Cans

19 août - A l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire qui est célébrée chaque année le 19 août, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé vendredi que 130 millions de personnes ne doivent leur survie qu'à cette assistance et a appelé à ne laisser personne de côté.

« Si elles étaient regroupées, ces personnes dans le besoin formeraient la dixième nation du monde en termes de population », a dit M. Ban dans un message.

Le chef de l'ONU a souligné que derrière ces chiffres il y a des enfants, des femmes et des hommes, obligés quotidiennement faire des choix impossibles. « Ce sont des parents qui doivent choisir entre acheter de la nourriture ou des médicaments pour leurs enfants; des enfants qui doivent choisir entre aller à l'école ou travailler pour aider leurs familles; des familles qui doivent choisir entre rester chez elles et vivre sous les bombardements ou prendre le risque de s'échapper par la mer », a-t-il dit.

« Les solutions aux crises qui ont plongé ces personnes dans des situations extrêmement difficiles ne sont ni simples, ni rapides. Mais nous pouvons tous agir – aujourd'hui, et chaque jour. Nous pouvons faire preuve de compassion, nous pouvons protester contre l'injustice, et nous pouvons nous employer à changer les choses », a-t-il ajouté.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est également l'occasion de rendre hommage aux agents de l'aide humanitaire et aux bénévoles qui travaillent en première ligne.

Ban Ki-moon a salué « ces femmes et ces hommes dévoués qui bravent le danger pour aider ceux qui encourent des dangers



encore plus grands ».

Message de Ban Ki-moon (Secrétaire général de l'ONU) pour la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

Il a encouragé chacun à s'inscrire sur le site de la campagne des Nations Unies « The World You'd Rather », qui vise notamment à collecter de l'argent pour le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF).

Au premier Sommet mondial sur l'action humanitaire à Istanbul en mai 2016, des dirigeants venus du monde entier ont adopté le Programme d'action pour l'humanité et fait la promesse de ne laisser personne de côté.

« Cette promesse est au cœur des objectifs de développement durable », a déclaré Ban Ki-moon. « En cette Journée mondiale de l'aide humanitaire, unissons-nous au nom de l'humanité et montrons que nous ne pouvons laisser, et ne laisserons, personne de côté ».

« Nous appelons tous les citoyens du monde à afficher leur solidarité, à s'exprimer et à réclamer des dirigeants mondiaux qu'ils agissent », a dit de son côté le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien.

Le 19 août marque l'anniversaire de l'attentat contre les Nations Unies à Bagdad, en Iraq, en 2003. En 2008, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de faire de cette date la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

Une cérémonie commémorative a eu lieu vendredi matin pour rendre hommage aux employés de l'ONU qui ont fait le sacrifice de leur vie et notamment aux 22 collègues qui sont morts dans l'attentat de l'Hôtel Canal, à Bagdad.

« Cette tragédie a touché tous ceux qui croient en l'Organisation des Nations Unies et qui comprennent que notre drapeau bleu ne flotte que parce que des gens engagés le portent, comme nos amis et collègues à Bagdad », a dit le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, lors de cette cérémonie.

« Ceux qui attaquent les Nations Unies veulent que nous ayons peur, que nous nous sentions faibles et que nous partions. Ceux que nous honorons aujourd'hui nous encouragent à être audacieux et déterminés à aller de l'avant », a-t-il ajouté.

Une cérémonie pour marquer la Journée mondiale de l'aide humanitaire devait avoir lieu vendredi soir au siège de l'ONU, à New York, au cours de laquelle une réfugiée syrienne, Hala Kamil, qui a fui Alep avec ses quatre enfants pour l'Allemagne, devait s'exprimer et appeler les dirigeants du monde à venir en aide aux femmes, aux hommes et aux enfants contraints de fuir leurs maisons en raison de la guerre.

Soudan du Sud : des centaines d'enfants recrutés par des groupes armés, selon l'UNICEF



Des enfants soldats libérés au Soudan du Sud en 2015. Photo : UNICEF/2015/Sebastian Rich

19 août - Le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a appelé vendredi les acteurs armés au Soudan du Sud à cesser immédiatement le recrutement de tous les enfants ainsi que les violences sexuelles à l'encontre de la population.

Depuis le début de l'année, plus de 650 enfants ont été enrôlés dans des groupes armés au Soudan du Sud, selon l'UNICEF, qui souligne dans un communiqué de presse que des enfants continuent d'être recrutés et utilisés par des groupes et forces armées malgré l'engagement politique général de mettre fin à cette pratique.

« Le rêve que nous partagions tous pour les enfants de ce jeune pays est devenu un cauchemar », a dit le Directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, Justin Forsyth, suite à son déplacement à Bentiu et Juba. « A ce stade précaire de la courte histoire du Soudan du Sud, l'UNICEF craint une nouvelle augmentation imminente du recrutement des enfants ».

En 2015, l'UNICEF a supervisé la libération de 1.775 ex-enfants soldats dans ce qui était l'une des plus grandes opérations de démobilisation d'enfants jamais vu. La reprise des combats et des recrutements au Soudan du Sud risque de mettre à mal une grande partie de ces progrès.

L'UNICEF a également souligné la considérable intensification des violences liées au genre, déjà omniprésentes, au cours de la crise que traverse actuellement le pays.

« Les enfants continuent d'endurer des épreuves horribles », a déclaré M. Forsyth. « Des rapports récents indiquent une violence sexuelle généralisée contre les filles et les femmes. L'utilisation systématique du viol, de l'exploitation sexuelle et des enlèvements comme armes de guerre au Soudan du Sud doit cesser, ainsi que l'impunité pour tous les auteurs ».

L'UNICEF a noté que l'accès inconditionnel à toutes les interventions humanitaires à Juba et à toutes les autres parties du pays est nécessaire de toute urgence afin de fournir soutien, protection et assistance aux enfants et aux femmes.

« Sans un secteur humanitaire pleinement opérationnel, les conséquences pour les enfants et leurs familles seront catastrophiques », a conclu M. Forsyth.

Depuis que les combats ont éclaté en décembre 2013 au Soudan du Sud, l'UNICEF a recensé près de 900.000 enfants déplacés à l'intérieur du pays, plus de 13.000 enfants portés disparus ou séparés de leur famille, plus de la moitié des enfants non scolarisés et 250.000 enfants confrontés à une malnutrition aiguë sévère.

Nigéria : l'avancée des forces gouvernementales au nord révèle des besoins humanitaires énormes, selon le HCR



Des réfugiés nigériens quittent leur camp à Ngouboua, au bord du lac Tchad en février 2015. Photo: HCR/Olivier Laban-Mattei

19 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré vendredi vivement préoccupé par la situation au nord du Nigéria où l'avancée des forces gouvernementales, en coopération avec la Force opérationnelle interarmées contre Boko Haram, a mis au jour, ces dernières semaines, des besoins humanitaires énormes chez une population qui n'a souvent pas eu accès à une assistance depuis des mois, voire des années.

« Actuellement, et du fait de la poursuite de la campagne militaire en cours, la situation évolue et demeure dangereuse et instable. Il y a de fréquents incidents provoqués par des insurgés, y compris des attentats-suicides, des attaques contre des civils, des maisons incendiées et des vols de bétail », a expliqué un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

Le 27 juillet, un convoi de l'ONU a été attaqué avec un engin explosif improvisé et des coups de feu. Trois employés humanitaires ont été blessés ainsi que des membres de l'escorte militaire.

« Alors que de nombreuses zones demeurent hors de portée, dans les Etats de Borno et Yobe, le niveau de souffrance est choquant », a ajouté M. Edwards.

De nombreuses informations concordantes font état de violations des droits humains, y compris des meurtres, des violences sexuelles, des disparitions, des recrutements forcés, des conversions religieuses forcées, et des attaques contre des installations civiles.

Quelque 800.000 personnes déplacées supplémentaires ont été identifiées comme ayant besoin d'aide. Une malnutrition sévère à grande échelle a été signalée. Dans l'Etat de Borno, plus de 51.000 personnes vulnérables sont dans une situation critique, dont près de 22.000 enfants.

Le HCR intensifie actuellement ses opérations d'aide, avec pour objectif immédiat de répondre aux besoins de quelque 488.000 personnes très vulnérables qui sont concentrées dans dix zones nouvellement libérées dans l'Etat de Borno, ainsi qu'aux besoins des réfugiés rapatriés.

Les équipes du HCR, ainsi que d'autres institutions des Nations Unies, le gouvernement nigérian et les ONG partenaires ont profité d'un couloir humanitaire récemment ouvert pour coordonner des évaluations rapides conjointes des besoins et de la situation en matière de protection à Damboa (à environ 70 kilomètres au sud-ouest de Maiduguri), à Dikwa (à l'ouest de Maiduguri et à environ 40 kilomètres de la frontière avec le Cameroun) et dans plusieurs autres régions en mai et juin.

« Plus récemment, nous avons pu évaluer les besoins humanitaires à Bama, la plus grande ville de l'Etat de Borno, après la capitale Maiduguri », a dit le porte-parole.

L'insurrection au nord du Nigéria s'est transformée en une vaste crise régionale touchant non seulement ce pays mais aussi les trois pays voisins dans le Bassin du lac Tchad – le Tchad, le Cameroun et le Niger.

Somalie : le Conseil de sécurité réclame un processus électoral inclusif, transparent et crédible



Une rue de Mogadiscio, la capitale somalienne. Photo : UA-ONU/Stuart Price

19 août - Le Conseil de sécurité a déploré vendredi le retard dans la mise en œuvre du calendrier électoral initialement fixé en Somalie et a appelé l'ensemble des parties prenantes somaliennes à œuvrer de manière constructive à l'application du calendrier révisé sans plus tarder.

Dans une déclaration de sa Présidence, le Conseil se félicite des progrès accomplis en Somalie depuis 2012 et note la décision consensuelle du Forum national des dirigeants somaliens de proroger le calendrier des élections législatives jusqu'au 25 octobre 2016 et celui de l'élection présidentielle jusqu'au 30 octobre 2016 afin que les modalités techniques puissent être appliquées dans le cadre d'un processus ouvert à tous.

« Il importe de maintenir l'élan vers un système de gouvernance démocratique dans le cadre d'un processus électoral inclusif, transparent et crédible en 2016, appelé à servir de tremplin à la tenue d'élections au suffrage universel en 2020 », soulignent les 15 membres du Conseil.

« Le processus électoral actuel représente une occasion historique de doter le peuple somalien d'un système de gouvernance plus représentatif, reflet de sa diversité », a dit le Conseil qui salue la décision du Forum national des dirigeants portant sur la représentation des clans minoritaires et de la population de Banadir ainsi que l'annonce de dispositions invitant à honorer l'engagement de réserver 30% des sièges des deux chambres parlementaires aux femmes.

Le Conseil a prié le Gouvernement fédéral somalien de veiller à ce que les élections se déroulent de façon « transparente et crédible, dans un climat propice au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment des libertés d'expression et d'association ».

Il s'est félicité de la mise en place d'un mécanisme de règlement des litiges électoraux. « Il importe que ce mécanisme soit autonome et devienne opérationnel sans tarder », a précisé le Conseil.

Le Conseil de sécurité a également saisi cette occasion pour rappeler l'importance d'appliquer le principe « une personne, une voix » entre 2016 et 2020 en vue des élections au suffrage universel en 2020.

Reconnaissant les difficultés à venir, le Conseil a indiqué qu'il continuera de suivre de près l'application des dispositions électorales.

Thaïlande : l'ONU appelle à un retour rapide à un régime civil



Une porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Ravina Shamdasani. Photo ONU multimedia

19 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé vendredi sa vive préoccupation concernant les restrictions continues et croissantes imposées à l'espace démocratique en Thaïlande.

Dans un point de presse à Genève, une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, a indiqué que les sévères restrictions aux libertés d'expression, d'opinion et de réunion à travers l'utilisation de lois et d'ordonnances pénales et militaires depuis le coup d'Etat de mai 2014 ont augmenté dans la période précédant le référendum constitutionnel prévu au mois d'août.

Selon le HCDH, au moins 115 personnes ont été arrêtées ou inculpées depuis le mois de juin, en vertu d'ordres militaires, de codes pénaux et de la loi référendaire sur la constitution, pour avoir exprimé leur opinion sur le projet de constitution ou pour avoir signalé des violations des droits humains, y compris la torture.

« Nous exhortons la Thaïlande à abandonner immédiatement toutes les accusations portées contre les militants politiques et les défenseurs des droits de l'homme, et à libérer les personnes emprisonnées pour avoir exprimé leur désaccord sur le projet de charte dans la période précédant le référendum », a déclaré Mme Shamdasani.

Dans l'ensemble, au moins 1.300 personnes ont été convoquées, arrêtées ou accusées, et 1.629 civils ont été jugés devant des tribunaux militaires, selon le HCDH.

« Nous appelons également les autorités à suspendre l'utilisation de tribunaux militaires et d'ordres militaires dans les affaires impliquant des civils », a ajouté Mme Shamdasani qui rappelle que ces mesures sont nécessaires alors que la Thaïlande se dirige vers une élection en 2017 « visant à rétablir la démocratie, tel que proposé dans la feuille de route du gouvernement militaire ».

« L'élection de l'année prochaine représente une opportunité pour la Thaïlande de se conformer à l'engagement pris au Conseil des droits de l'homme, lors de son examen périodique universel en mai 2016, de respecter pleinement la liberté d'expression, et donc de garantir un processus plus inclusif et participatif qui implique tous les partis politiques, la société civile et les médias dans un environnement ouvert et non menaçant », a conclu la porte-parole du HCDH.

L'ONU a une responsabilité morale d'aider Haïti à surmonter l'épidémie de choléra, selon Ban Ki-moon



L'Organisation panaméricaine de la santé-Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF et le Ministère haïtien de la santé ont lancé à Archaie la première phase d'une campagne de vaccination contre le choléra visant 400.000 personnes en 2016. Photo: ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

19 août - Prenant note de la décision d'une cour d'appel américaine jeudi confirmant l'immunité de l'ONU face aux poursuites judiciaires au nom des victimes du choléra en Haïti, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, a déclaré vendredi que l'ONU avait une responsabilité morale d'aider ce pays à surmonter l'épidémie.

« Le Secrétaire général regrette profondément les terribles souffrances que le peuple d'Haïti a subies à la suite de l'épidémie de choléra », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. « L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité morale envers les victimes de l'épidémie de choléra et doit aider Haïti à surmonter l'épidémie et à construire des systèmes d'eau, d'assainissement et de santé solides ».

Le chef de l'ONU a souligné que les efforts des autorités nationales et de la communauté internationale ont contribué à une réduction de 90% du nombre de cas de choléra depuis le pic atteint en 2011. « Toutefois, éliminer le choléra d'Haïti nécessitera l'engagement total du gouvernement haïtien et de la communauté internationale et, surtout, les ressources nécessaires pour remplir notre devoir commun », a dit le porte-parole.

Le Secrétaire général travaille activement à élaborer un ensemble de mesures fournissant une assistance matérielle et un soutien aux Haïtiens les plus directement touchés par le choléra, a-t-il précisé.

« Ces efforts doivent inclure, comme élément central, les victimes de la maladie et leurs familles. L'Organisation des Nations Unies a également l'intention d'intensifier son appui pour réduire, et au final mettre fin à la transmission du choléra, pour améliorer l'accès aux soins et aux traitements et pour résoudre les problèmes à long terme des systèmes d'eau, d'assainissement et de santé en Haïti », a encore dit le porte-parole.

Malgré des appels répétés, ces efforts ne bénéficient pas de financements suffisants et le Secrétaire général a exhorté vendredi les États membres à démontrer leur solidarité avec le peuple d'Haïti en augmentant leurs contributions pour éliminer le choléra et fournir une assistance aux personnes touchées.

« Pendant des décennies, les Nations Unies ont soutenu le peuple haïtien, en l'aidant dans sa quête pour la démocratie et dans le renforcement de ses institutions et en l'aidant à reconstruire le pays après le tragique tremblement de terre de 2010 », a rappelé le porte-parole. « Le Secrétaire général et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble sont déterminés à poursuivre ce soutien, honorer le peuple d'Haïti et l'aider à s'engager dans la voie d'un avenir plus pacifique et plus prospère ».

Turquie : des experts appellent à respecter les droits de l'homme malgré l'état d'urgence



La ville d'Izmir, en Turquie. Photo Banque mondiale/Mehmet Namik Ugur

19 août - Des experts de l'ONU sur les droits humains ont appelé vendredi le gouvernement de la Turquie à respecter ses obligations en vertu du droit international des droits de l'homme, même s'il a invoqué l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) dans le contexte de l'état d'urgence.

« L'invocation de l'article 4 est seulement licite s'il y a une menace à la vie de la nation, une condition qui n'est sans doute pas remplie dans ce cas », ont déclaré les experts, dans un communiqué de presse conjoint. « Même dans des situations qui correspondent à ce critère, l'article 4 établit jusqu'où un Etat peut déroger de ses obligations inscrites dans le Pacte ».

Selon ces experts, la Turquie, qui a signé le PIDCP en 2000 et l'a ratifié en 2003, a invoqué l'article 4 après avoir déclaré l'état d'urgence. La dérogation prévue par l'article 4 permet aux États d'assouplir temporairement certaines de leurs obligations inscrites dans le Pacte.

« Il n'est pas possible d'ignorer, même dans le contexte de l'état d'urgence, l'obligation de protéger le droit à la vie, d'interdire la torture, de respecter les éléments fondamentaux d'une procédure équitable et de la non-discrimination, et de protéger le droit de croyance et d'opinion de toute personne », ont souligné les experts.

« La dérogation prévue au titre de l'article 4 ne donne pas carte blanche pour ignorer toutes les obligations en vertu du PIDCP », ont-ils ajouté.

Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, et en particulier depuis la déclaration de l'état d'urgence le 20 juillet, la Turquie a connu une vague de détentions et de purges, surtout dans l'éducation, les médias, l'armée et la justice.

Le groupe d'experts comprend : la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels, Karima Bennouna ; le Rapporteur spécial chargé des droits fondamentaux des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, Chaloka Beyani ; la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola ; le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt ; la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard ; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau ; le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff ; l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, Alfred de Zayas ; la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable, Leilani Farha ; le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits humains, Michel Forst ; le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association, Maina Kiai ; le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression et d'opinion, David Kaye ; le Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, Léo Heller ; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et de l'environnement, John Knox ; la Rapporteuse spéciale sur

l'indépendance des juges et des avocats, Mónica Pinto ; le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez ; le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mutuma Ruteere ; la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, ses causes et conséquences, Dubravka Simonovic ; et la Rapporteuse spécial sur les questions des minorités, Rita Izsak-Ndiaye.

Ethiopie : l'ONU demande une enquête indépendante sur des allégations de violations de droits de l'homme



La région d'Oromia, en Ethiopie. Photo OCHA/Charlotte Cans

19 août - Suite à des rapports extrêmement alarmants début août concernant de graves violations des droits de l'homme dans les régions d'Oromia et d'Amhara en Ethiopie, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, a contacté le gouvernement éthiopien pour lui demander l'accès d'observateurs indépendants dans le pays pour évaluer la situation.

« Nous avons maintenant reçu une réponse du gouvernement indiquant qu'il va lancer une enquête indépendante sur ce qui s'est passé », a indiqué aujourd'hui une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, dans un point de presse à Genève.

« Nous nous félicitons de la décision de lancer une enquête indépendante, et nous demandons instamment au gouvernement de veiller à ce que cette enquête ait pour mandat de couvrir les allégations de violations des droits de l'homme depuis que les troubles en Oromia ont commencé en novembre 2015 », a dit Mme Shamdasani. Le HCDH a également demandé que cette enquête soit effectivement indépendante, transparente, approfondie et efficace, en vue de déterminer si l'utilisation d'une force excessive a eu lieu et en vue de traduire en justice les auteurs de toutes violations des droits de l'homme.

« Nous sommes prêts à aider afin d'assurer que l'enquête soit menée en conformité avec les normes internationales des droits de l'homme », a précisé la porte-parole du HCDH. « Nous réitérons également notre demande d'accès dans les zones touchées, car la situation sur le terrain rend le travail des acteurs indépendants de la société civile très difficile, tout particulièrement compte tenu de la situation tendue dans certaines parties des régions d'Oromia et d'Amhara, où une importante présence sécuritaire aurait été déployée, et où des arrestations arbitraires, des intimidations et le harcèlement de personnes seraient en cours » a-t-elle ajouté.

Le HCDH a demandé au gouvernement éthiopien de veiller à ce que les droits à la liberté de réunion pacifique et d'expression soient protégés et que les personnes détenues pour avoir exercé ces droits soient libérées sans délai.

« Les manifestations doivent être traitées par les forces de sécurité dans le plein respect du droit international relatif aux droits de l'homme et des normes internationales sur l'utilisation de la force », a souligné Mme Shamdasani.

Le HCDH a également demandé au gouvernement éthiopien d'œuvrer à l'ouverture de l'espace politique et démocratique qui devrait inclure une réforme globale du secteur de la sécurité, ainsi que des réformes législatives et institutionnelles.

Syrie : l'Envoyé spécial se félicite de l'évacuation de personnes ayant besoin d'un traitement médical



Le 5 août 2016, des familles déplacées trouvent refuge dans l'école maternelle de Teshreen dans l'ouest de la ville d'Alep, en Syrie. L'école venait d'ouvrir ses portes pour accueillir des familles déplacées après la dernière vague d'attaques. Photo: UNICEF/Khuder Al-Issa

déclaré l'Envoyé spécial.

19 août - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, s'est félicité vendredi des informations selon lesquelles des personnes ayant besoin d'un traitement médical ont été évacuées des villes assiégées de Fouah et de Madaya.

M. de Mistura avait réclamé le 11 août cette évacuation médicale.

« Près de 39 personnes ont été évacuées aujourd'hui par le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC) dont plusieurs enfants et d'autres personnes ayant besoin d'une aide médicale d'urgence », a précisé le bureau de M. de Mistura, qui a remercié tous ceux qui ont rendu cela possible.

« Bien que cela soit une avancée positive, des zones restent assiégées par les parties au conflit et les Syriens ont besoin que l'aide alimentaire et médicale entre dans ces zones », a

Il a rappelé qu'à Madaya et Fouah, aucun convoi n'a été autorisé à entrer depuis plus de 110 jours. Des informations font également état d'un besoin crucial de nourriture et d'autres formes d'assistance dans la ville de Darayya.

M. de Mistura a exhorté toutes les parties au conflit à permettre un accès humanitaire et à évacuer les Syriens ayant besoin d'une assistance médicale.